

VEVEYSE

L'Etat continue à aider HID Global à Granges

STÉPHANE SANCHEZ

La Direction de l'économie poursuit son travail de soutien à l'entreprise de Granges HID Global Switzerland, dont la direction américaine annonçait en mars dernier le licenciement de 64 employés («LL» du 23 mars). C'est ce qui ressort de la réponse adressée par le Conseil d'Etat aux députés démocrates-chrétiens Gabrielle Bourguet (Granges) et Denis Grandjean (Le Crêt), publiée hier.

D'entente avec HID Global, ce soutien s'exerce sur quatre axes, indique le Conseil d'Etat. Deux relèvent de la Promotion économique du canton. Cette dernière cherche des possibilités de réaffectations des locaux d'HID qui seront libérés. «Une entreprise étrangère spécialisée dans un domaine similaire à celui d'HID Global est venue visiter les locaux de Granges», précise Reto Julmy, directeur adjoint de la Promotion économique. «Pour l'heure, aucune décision n'est prise. Mais l'intérêt de cette société pour ces locaux est là.»

La Promotion et l'association de support aux entreprises Fri Up planchent aussi sur la productivité et le potentiel d'innovation du site veveysan. «Une série de mesures rapides, applicables en quelques mois, portent sur l'organisation du site. Elles doivent améliorer sa compétitivité afin de le positionner au sein du groupe américain», explique Olivier Allaman, directeur de Fri Up. «En parallèle, côté innovation, il s'agit de mener une réflexion qui permettra de déclencher des projets de partenariats avec des Hautes écoles adéquates. Expérience faite dans d'autres entreprises, ce deuxième volet prendra un ou deux ans», estime le directeur.

Les deux derniers axes relèvent du Service public de l'emploi. Ce dernier fournit une aide au personnel sous la forme d'un soutien psychologique, d'un coaching individuel ou d'aide à la recherche d'emploi. Il met aussi en œuvre des mesures de requalification et des allocations d'initiation au travail ou de formations, indique le Conseil d'Etat.